

Conférence - débat

# TRAVAIL, LES RAISONS DE LA COLÈRE

avec Vincent de Gaulejac



Atelier citoyen  
**REPENSONS LE TRAVAIL  
ET CHANGEONS LA VIE**

jeudi  
**31**  
mars  
**2016**  
AU FOYER BELFORT



# Université Populaire et Citoyenne à Roubaix

L'université populaire et citoyenne est une association loi 1901, fondée en 2004 par des militants engagés dans des actions d'Éducation Populaire sur la Ville de Roubaix. Elle s'est donné pour objet d'organiser des croisements de savoirs entre citoyens sur les questions d'intérêt général. Elle est à la fois :

- **un lieu de formation citoyen** avec la mise en place de cycles de conférences-débats, de séminaires et de « cafés-citoyens » dans les quartiers. Ces lieux d'échanges et de formation sont gratuits et ouverts à tous.

- **un lieu d'action collective** avec l'organisation « d'équipes de recherche-action sociale » (Eras) créées à l'initiative de citoyens volontaires, chargées de concevoir et animer différents programmes de croisements de savoirs.

Depuis 2011, quatre recherches-actions proposent un programme riche de rencontres sur quatre thématiques :

- « **le racisme et la discrimination** » en développant notamment des ateliers d'histoire locale,

- « **le travail et l'insertion** » en élaborant des propositions visant à « bouger la politique de l'emploi à Roubaix »,

- « **l'écologie urbaine** » en accompagnant le collectif de l'Union dans le projet d'implantation de l'écoquartier de l'Union à Roubaix-Toucoing-Wattrelos,

- « **la santé citoyenne** » par la mise en débat d'une première offre publique de réflexion sur les trois axes : la santé surdéterminée par la précarité ; les difficultés à se soigner ; vivre "bien" avec une maladie ou un handicap.

L'Université populaire et citoyenne veut permettre à tous les habitants de participer à la construction des politiques publiques, en leur proposant à la fois des outils et un espace d'expression.

---

*Université Populaire et Citoyenne à Roubaix  
c/o FAL, 20 rue de Lille 59100 Roubaix  
Tél : 03.20.82.23.96 / [upcroubaix@gmail.com](mailto:upcroubaix@gmail.com)  
Toute notre actualité sur [www.upc-roubaix.org](http://www.upc-roubaix.org)*

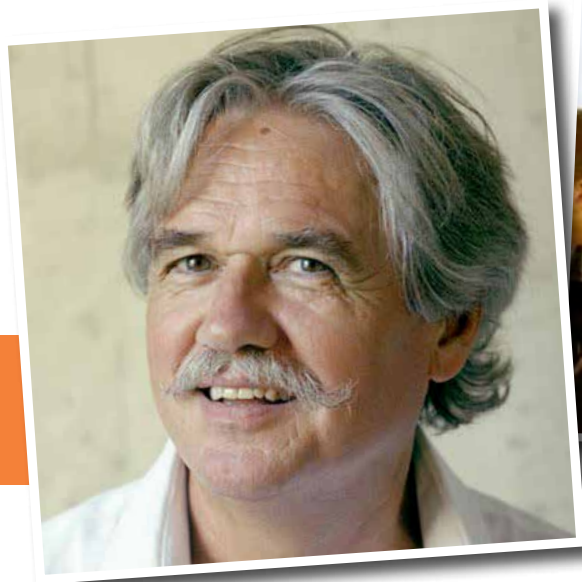
# CONFÉRENCE-DÉBAT

**Conférence - Débat Jeudi 31 Mars 2016  
AU FOYER BELFORT**

## **“TRAVAIL, LES RAISONS DE LA COLÈRE”**

**Jeudi 31 mars, environ 80 personnes se sont rassemblées au foyer Belfort de Roubaix pour venir écouter et débattre avec Vincent de Gaulejac. Ce sociologue, spécialiste de la question du travail et des nouveaux modèles de management, et auteur d'une vingtaine d'ouvrages (dont "Travail. Les raisons de la colère" Editions Le Seuil, Paris, 2011), est un des précurseurs de l'idée selon laquelle la lutte des places aurait remplacé la lutte des classes. A partir de courts extraits d'un reportage portant sur la question du bonheur au travail, Vincent de Gaulejac est notamment revenu sur ses recherches concernant le modèle d'organisation d'IBM, IBM étant l'une des premières entreprises à avoir opéré "une révolution managériale".**

**Les gestes saccadés et les cadences infernales évoquées dans les "Temps modernes" n'ont pas totalement disparu, mais le taylorisme a depuis fait place nette à d'autres formes de management. La philosophie de ces nouveaux modèles d'organisation n'est plus de "rendre les corps utiles, dociles et productifs", mais de remplir des objectifs en suscitant la mobilisation psychique et l'adhésion des travailleurs. Mais alors que ces nouvelles méthodes disent promouvoir l'épanouissement personnel, Vincent de Gaulejac part du constat que les salariés souffrent de plus en plus de maux (dépression, burn-out, hyper-stress, sentiment de culpabilité). Parallèlement, celles et ceux qui n'ont pas d'emploi sont perçus, et se perçoivent eux-même, comme responsables de leur propre situation. Plus largement, chaque individu est enjoint à mesurer ses performances dans tous les domaines de l'existence : le travail mais aussi le sport, le soin apporté à son apparence, les relations amoureuses"... C'est finalement l'ensemble de la société qui s'est convertie à cette injonction à l'excellence et à l'idéologie de la réalisation de soi-même, cette idée étant au cœur de la lutte des places.**



## De la lutte des classes à la lutte des places

La pointeuse tend à disparaître, mais pour quels résultats ? Alors que les conditions objectives de travail n'ont cessé de s'améliorer (pénibilité et risques du travail), les conditions subjectives (indicateurs relatifs à la satisfaction des employés) semblent s'être sérieusement détériorées. Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'accomplir une tâche dans un temps imparti, il faut remplir ses objectifs. Les "chefs" et la hiérarchie se font quant à eux discrets car dans ces nouveaux modèles de gestion, l'individu a le devoir de se responsabiliser. Et si l'emploi du temps s'avère plus souple, la charge de travail, elle, ne diminue pas. Bien au contraire. C'est là toute la perversion du système. Puisque vous n'avez plus d'horaire mais des objectifs, vous travaillez pour atteindre ces objectifs, quitte à travailler bien plus que vous ne l'auriez fait si vos heures de travail vous étaient imposées. Et tandis que les objectifs continuent à augmenter, les effectifs et les moyens pour remplir ces objectifs, eux, diminuent. Dans de telles conditions, l'échec semble inévitable. Le discours dominant tend pourtant à dire que c'est parce que vous n'avez pas suffisamment, ou pas intelligemment, travaillé que vous n'avez pas su atteindre les résultats escomptés car dans le concept de responsabilisation, il y a l'idée que chacun est responsable de sa réussite ou de son échec. Le mérite individuel y est sacralisé, c'est lui qui doit déterminer la place de l'individu dans la société. Loin d'apporter l'épanouissement promis, ces méthodes de management sont souvent à l'origine de profonds mal-être chez les salariés. Ce constat alarmant, c'est aussi celui qui est fait par de nombreux médecins du travail. Problème : lorsque ces derniers tentent d'attirer l'attention des entreprises mises en cause, celles-ci, craignant qu'un lien soit établi entre la montée du mal-être individuel et ses nouveaux modèles de management, n'hésitent pas à accuser les professionnels de la santé de "sortir de leurs attributions".

## La novlangue managériale

"La responsabilisation", "l'excellence durable", "le lean management", "les open-space" sont autant de termes qui renvoient à l'actuelle novlangue managériale. Mais ce jargon managérial cache mal ses paradoxes, en voici quelques exemples :

- **"L'excellence durable"** : la fondation européenne pour le management par la qualité préconise l'excellence durable. Cet oxymore est typique de la novlangue managériale : être excellent, c'est être hors du commun, c'est réaliser des performances exceptionnelles. Chaque service, chaque lieu, chaque organisation, chaque pays se doivent de faire de "l'excellence durable" et sont mis en concurrence entre-eux. Par exemple, chaque année, est publié "le classement de Shanghai", un classement qui tend à organiser des concurrences entre les universités selon des critères contestables et qui contribue à générer artificiellement les conditions d'un marché des universités. Nombreux sont celles et ceux qui dénoncent les injonctions contradictoires qu'il y a entre les missions de l'institution pour laquelle ils travaillent et la gestion qu'ils ont à mener dans cette institution. À l'hôpital, les médecins doivent appliquer la T2A, la tarification à l'activité. Le serment d'Hippocrate, c'est à dire le fait de soigner des gens, quelle que soit la couleur de leur peau, leur condition, leur âge, leurs symptômes ou leur pathologie est complètement contradictoire avec la logique comptable qu'implique la T2A. C'est à dire qu'il y a non seulement une transformation du système économique fondée sur une compétitivité permanente mais qu'il y a aussi une transformation du système social qui doit s'adapter à ce système économique.

- L'**open-space** (un espace de travail où les bureaux ne sont pas séparés par des cloisons) est valorisé parce qu'il faciliterait la communication, la transparence, la cohésion du groupe. Mais cet aménagement de l'espace de travail, en plus d'être bruyant et de manquer d'intimité, suscite parfois un sentiment de contrôle permanent.

- Certaines formulations de la novlangue managériale sont aussi dérangelantes que contradictoires: pourquoi employer l'expression de "**plan de sauvegarde de l'emploi**" pour parler de licenciements se demande Vincent de Gaulejac ?

- L'**évaluation** contient elle aussi des contradictions. En effet, l'objet de l'évaluation n'est pas d'évaluer concrètement le travail fourni par la personne mais d'évaluer l'individu, au regard d'indicateurs préalablement établis par des prescripteurs qui sont parfois très éloignés du terrain et des réalités de ce dernier. Le fait d'être obnubilé par les indicateurs sur lesquels nous allons être évalué peut nous amener à être en contradiction avec ce que nous estimons devoir faire pour que notre travail soit correctement réalisé (c.f les travaux de Marie-Anne Dujarier "Le management désincarné"-La Découverte-mai 2015).

- La révolution numérique ne fait sans doute qu'accroître ces situations paradoxantes. Il est probable que plus nous gagnons du temps, moins nous en avons. Combien d'heures par jour passons-nous à répondre à nos mails ou à faire défiler notre frémissante page d'actualité facebook ?

## De la destruction créatrice à la **création destructrice**

Selon Vincent de Gaulejac, nous serions passés de la destruction créatrice, célèbre formule de l'économiste Joseph Schumpeter, selon laquelle le capitalisme détruit en permanence ce qu'il produit mais amène plus de valeur par ce qu'il produit que par ce qu'il détruit, à la création destructrice. On parle de création destructrice parce que la création de valeur détruit les travailleurs, détruit l'économie réelle et détruit la planète. Pourquoi ?

- D'abord parce que cette exigence du "produire toujours plus" ne va bien sûr pas de pair avec les enjeux environnementaux.

- Ensuite parce que l'excellence produit l'exclusion. Comme le disait Albert Jacquard, un gagnant produit forcément des perdants. Aussi, le chômeur ne devrait pas avoir à se sentir responsable de sa situation. Le chômage est le résultat du décalage structurel existant entre le nombre d'emplois que l'économie produit et le nombre de personnes actives en âge d'occuper ses emplois. Le chômage devrait être considéré comme un problème économique et non comme un "problème du chômeur". Par ailleurs, pour réduire le chômage, le discours du monde de l'entreprise et le discours de la sphère politique est souvent le même, ce dernier ne se résumant qu'à une seule et même inlassable préconisation : il faut que la compétitivité des entreprises augmente. Seulement, la compétitivité passe par une augmentation de la productivité, et donc possiblement par du lean management et une diminution des effectifs...

- De plus, on peut parler de création destructrice en ce sens que cette exigence du "produire toujours plus" ne va pas de pair avec les enjeux environnementaux.



## De l'enreprise au service de l'humain ... À l'humain au service de l'entreprise

Les théories du capital humain sont nées à l'école de Chicago, à la même époque, et dans le même creuset, que les théories libérales de l'économiste Milton Friedman. Les théories du capital humain développent l'idée que chaque individu doit maximiser ses potentialités intellectuelles, physiques, artistiques... Parler de **"théories du capital humain"** suppose de penser l'humain comme une ressource par rapport à une finalité qu'est le développement de l'entreprise. Ce n'est donc plus l'entreprise qui est au service de l'humain mais l'humain qui est au service de l'entreprise. En France, de grands cabinets de consultants ont commencé par diffuser ce modèle aux clients et fournisseurs des multinationales des technologies de pointe. Dans une optique de modernisation des institutions publiques et dans un contexte de restriction budgétaire, ce modèle se propage peu à peu au secteur public (France Télécom, la SNCF, la réforme hospitalière, la réforme universitaire...). Aux échelles européennes et mondiales, des institutions comme le FMI (fonds monétaire international) ou la banque mondiale préconisent des critères de bonne gestion de l'action publique et conditionnent leurs aides financières au respect de ces critères de bonne gestion.

## Quelles actions mener pour lutter contre ce modèle ?

La première chose à faire, c'est de comprendre d'où viennent ces nouveaux modèles de management. Pour cela, il nous faut retracer les liens qui unissent les théories du capital humain, la révolution managériale, et les transformations du capitalisme parmi lesquelles figurent en premier lieu les théories ultra-libérales.

Plus largement, il s'agit de s'inscrire dans une démarche de transition compte-tenu des catastrophes écologiques qui s'annoncent. Plutôt que de penser prioritairement compétitivité et emploi, la démarche du politique et du citoyen, devrait d'abord être celle d'une prise de conscience que nous travaillons, produisons et consommons trop. Nous avons à repenser le travail.

Aussi, quelques pistes telles que le revenu de base ou les mouvements en faveur de la décroissance sont sans doute à creuser. Comment peut-on se mobiliser, conclut Vincent de Gaulejac, pour ne plus être dans la création destructrice mais dans la création de valeurs ? Non de valeurs au sens capitaliste du terme, mais de valeurs morales qui font sens pour nous telle que la solidarité ou la convivialité. Il nous faut réfléchir à la manière dont on peut créer, ensemble, une société dans laquelle chacun n'aurait pas à lutter pour sa place mais où chacun aurait sa place.



## Le débat

**1) Intervenant-e :** “Hier, j’étais à Lille 2 pour la projection du film *Merci Patron*. Donc Lille 2, l’amphi occupé par les étudiants. C’est un film très intéressant que j’invite tout le monde à voir et à soutenir. Il sera également projeté au Kino, à la faculté de Lille 3. Donc voilà, c’était pour savoir si vous l’aviez vu et ce que vous en pensiez, parce que le chômage est assez parlant dans ce film.”

**Vincent de Gaulejac :** “*Merci Patron* va avoir un succès considérable mais *Merci Patron* a une ambiguïté totale. C’est intelligent comme film, d’ailleurs Michael Moore avait fait un peu la même chose aux États-Unis avec *Roger et moi*, un de ses premiers films où il essayait de voir le patron de General Motors pour lui montrer les conséquences de ses décisions à Détroit. Mais en même temps, je trouve qu’il y a une ambiguïté dans *Merci Patron*. *Merci Patron* montre bien que c’est la lutte des

places, et non plus la lutte des classes. Il va donc coincer Bernard Arnault pour sauver une famille avec 25 000 euros à la clef et un emploi à Carrefour. Une famille sur les 12500. Et les autres ?

C’est à dire que cette façon d’agir, si c’est effectivement pour dénoncer une forme de domination, des inégalités insupportables, les conséquences de décisions qui sont prises par des gens qui ne veulent jamais voir les conséquences, l’utilisation par ces patrons là des gens de la sécurité, des anciens flics, le contrôle de la presse etc, c’est un film absolument salutaire. Sauf que j’aimerais qu’ils poussent un peu le débat sur deux choses : la première, c’est qu’on ne connaît pas les conséquences que ce film risque d’avoir sur cette famille là. C’est pas évident parce qu’on sent bien dans le film qu’il y a une menace, d’un point de vue juridique etc. Et qu’à un moment donné, quand on n’en parlera plus, ça peut soit sauver cette famille, consolider ses positions, soit la mettre en difficulté”.



**2) Intervenant-e :** “On voit que vous avez bien fait votre boulot de sociologue pour le peu que je puisse en juger. Vous nous avez invité à témoigner des réalités de terrain. Il me semble que l'étude des organisations est une chose et que sur le terrain, il se passe aussi un autre phénomène, ce sont les organisations qu'on fuit ou dont est exclu. Moi personnellement, ça fait 20 ans que professionnellement j'ai pris la tangente pour exercer une activité professionnelle de mon propre chef. Il y a aussi les gens qui sont exclus par le chômage, il y a aussi les jeunes qui avant 30 ans, 35 ans n'ont pas de CDI, passent par tous les statuts possibles que ce soit les droits d'auteur, les statuts du spectacle etc. Je pense que c'est une réalité qu'il faut ajouter à l'analyse de la réalité et du management que vous nous décrivez, qui nous conduit peu ou prou vers, on peut parler de précarité bien-sûr, c'est un mot à la mode, mais qui présente le désavantage d'être très chargé négativement. On pourrait peut-être parler d'un statut d'intermittence généralisé, avec tous les aspects négatifs d'incertitude qu'il contient, mais aussi avec les aspects de sécurité qu'il contient. Pour les intermittents, la meilleure preuve, c'est que le patronat est reparti à l'offensive et veut tuer ce statut. Donc voilà, je voulais ajouter cette dimension là de la vie en société et de la vie professionnelle qui frappe particulièrement les jeunes aujourd'hui et qui est complètement, enfin je pense, à l'écart du management des organisations dont vous nous aviez parlé.”

**Vincent de Gaulejac :** “Je vais juste vous donner une anecdote parce que je pense que ça fait partie de cette folie d'une société dans laquelle nous sommes. Aujourd'hui, vous avez l'adulthood. Parce qu'on nous parle de l'âge de la retraite mais on entre de plus en plus tard sur le marché du travail, mais on en sort de plus en plus tôt. Alors la retraite à 62, 65, 70 ans, ça fonctionne dans l'ancien modèle. Mais aujourd'hui, ça n'a plus du tout de sens. Je ne dis pas que ça n'a pas de sens pour moi qui suis à la retraite, qui suis bien content de la toucher. Mais en même temps, c'est évident qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans

le système. Une des dernières conférences que j'ai faites comme ça, à la fin, il y a quelqu'un qui vient me voir et qui me dit : *“Je suis chef d'entreprise. J'ai fait une école de commerce. Il y a ma fille qui se demandait ce qu'elle allait faire et elle avait envie de faire de la sociologie. Je lui ai dit non parce que la sociologie, ça mène à rien. Je lui ai dit qu'il valait mieux qu'elle fasse une école de commerce parce que comme ça au moins, tu pourras trouver un emploi et alors là tu pourras faire ce que tu voudras faire vraiment. Finalement, je me rends compte que c'est une connerie parce que dans les écoles de commerce, on n'apprend rien.”* C'est difficile par rapport à ses enfants de se dire qu'on ne va pas les armer le mieux possible pour affronter la lutte des places. En même temps, si je dis ça à mes enfants, je sais que je les mets dans une impasse, et d'autant plus dans une impasse que si moi-même dans ma propre carrière je me suis rendu compte que j'ai connu des périodes de chômage, que je me suis crevé le cul pour essayer de croire à ça mais que je n'y crois plus du tout, qu'est ce que je dis à mes enfants ? C'est là où on retrouve du sens, c'est à dire que c'est justement dans la possibilité d'affronter avec ses enfants, mais aussi avec ses parents quand on est la génération pivot, qu'il faut s'occuper des parents plus vieux, puis des enfants qui n'ont pas encore de boulot et que ça tient que sur un emploi ou deux.”

**3) Intervenant-e :** “Il y a quelque chose dont on n'a pas parlé et qui me tient à cœur. On a parlé du temps de travail et dans mon entreprise, je travaille dans une société de transport routier de marchandises, je suis manager intermédiaire d'une équipe qui est plus jeune que moi, et qui est très branchée nouvelles technologies, je trouve qu'on ne parle pas assez des nouvelles technologies dans la question du temps de travail. Dans le transport routier, c'est extrêmement visible : le temps, ça sert. Le travail, ça sert. On a dit qu'on avait besoin d'être productif. En fait, on a besoin d'être de plus en plus productif. Et l'outil des nouvelles technologies qui nous facilite la vie pour être plus productif, il nous pompe une énergie de dingue. Je le dis avec émotion tellement je le vis au quotidien.



Dans le même sens, lorsqu'on parle de solidarité, mes collègues sont tellement derrière leurs écrans que c'est difficile de parler de solidarité aujourd'hui. Ils ont du mal à décrocher leur téléphone pour appeler les transporteurs par exemple.

Donc l'outil nous transforme aussi intérieurement. Et ça, c'est une grande question que je me pose à chaque fois qu'on parle du travail. Dans quel état est-ce qu'on va finir avec ça ? Parce qu'on ne questionne pas beaucoup les usages des nouvelles technologies. C'est beaucoup de choses positives parce que ça facilite, parce que c'est plein d'espoir, parce que ça nous emmène vers une société tout à fait différente. De même que les déplacements sont différents. On peut imaginer demain se téléporter, avoir le cerveau dans un autre univers. Les temps de déplacement, on ne les vivra plus du tout de la même manière. Mais en même temps, on est dépendant de ces nouvelles technologies. Et on en est aussi de plus en plus souffrant."

**Vincent de Gaulejac :** "Ce que vous dites est très important. J'avais fait une étude dans une entreprise de chauffeurs routiers, qui montrait ce que l'introduction de l'informatique et des nouveaux systèmes de contrôle avait produit. Parmi les chauffeurs, ceux qui n'avaient pas de qualification particulière, il y en avait 30% qui avaient trouvé que c'était formidable, en particulier les jeunes parce que ça les responsabilisait, leur donnait plus d'autonomie, leur permettait des rémunérations plus importantes. Il y en avait 30% qui étaient exclus parce qu'ils ne savaient pas lire ou qu'ils ne maîtrisaient pas l'outil informatique. Et 30% qui étaient mal parce qu'ils maîtrisaient l'outil moins bien que les autres mais qui essayaient quand même de s'adapter. Ceux-là se sentaient fragilisés et vulnérables par rapport à cette transformation. Un indicateur : Depuis la révolution numérique, donc depuis 60 ans, les américains dorment deux heures de moins, en moyenne, par jour. Ils dorment de moins en moins, ils sont pris dans ces nouvelles technologies. Effectivement, plus on gagne du temps, moins on en a, ce n'est pas un vain paradoxe, c'est vécu par beaucoup de

gens. Il y a Harmut Rosa, qui est un sociologue, qui a travaillé là-dessus. Donc ce que vous dites là est tout à fait important et confirme bien que ceux qui ont du travail sont de plus en plus mal d'avoir du travail, et que ceux qui n'ont pas de travail sont de plus en plus mal de décrocher et de ne pas penser pouvoir en retrouver.

D'ailleurs, petite parenthèse, je ne suis pas revenu sur la distinction entre travail et emploi. Les chômeurs vous le disent très bien. Le fait d'être au chômage, c'est un vrai travail. C'est à dire que c'est un travail de beaucoup plus de 8h par jour, et de 35h par semaine, c'est même quasiment du 24/24. Donc il ne faut effectivement pas confondre emploi et travail.

C'est pour ça qu'on ne veut pas partager le travail. Parce qu'il y a une logique qui fait qu'aujourd'hui, ces formes que vous décrivez, on est pris dans une dynamique. Dans la capitalisme paradoxant, je donne quelques encarts sur la manière dont même en vacances, certains disent qu'ils ont plus de travail en dehors de leur travail. Et même lorsque l'entreprise décide durant une période de vacances de ne plus envoyer de mails, de couper les ponts, c'est les gens eux-même qui mettent en place des stratégies parce qu'ils savent qu'ils vont le payer cher s'ils ne travaillent pas durant les vacances.

Et la libéralisation change le rapport à l'espace et au temps. Par exemple, prenons l'exemple du guide du routard. Le routard, avant, il partait et il décrochait. Le routard va t-il prendre son smartphone aujourd'hui ? Il a toutes les raisons de le brancher : s'il a un accident, s'il se produit quelque chose etc. Mais s'il continue à être branché, ça veut dire qu'il ne part pas vraiment. En tout cas, qu'il ne part pas comme on partait avant, il ne part pas à l'aventure."



# ATELIER CITOYEN

**Atelier citoyen - vendredi 1<sup>er</sup> avril 2016 à la Maison Des Associations.**

## **REPENSONS LE TRAVAIL ET CHANGEONS LA VIE**

**Cet atelier citoyen a réuni une vingtaine de participants à la Maison des Associations. Il s'est réparti en trois sous groupes. Le premier sur l'idée de création d'un rassemblement citoyen sur la Grand'Place comme nouveau mode d'interpellation de la société roubaisienne sur le travail, avec une dizaine de participants. Le second a réuni cinq participants autour de l'idée de création d'une «monnaie locale complémentaire» comme outil de remise en débat de la «relocalisation des échanges» et donc du travail. Un troisième sous groupe avec cinq participants a échangé sur l'idée de mise en place d'un revenu de base inconditionnel à Roubaix. Ci-dessous une synthèse des échanges du premier sous groupe. Des problèmes techniques d'enregistrement ne nous ont malheureusement pas permis de synthétiser les échanges des autres sous groupes dans ce cahier.**

### **Un rassemblement citoyen mensuel sur la Grand'Place ?**

Nous sommes dans une société de travailleurs qui ne donne plus assez de travail digne. Une société qui a tendance à renvoyer aux gens la responsabilité de leur chômage .

A Roubaix près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le chômage concerne plus d'un tiers des actifs. Qu'en est-il du "bonheur au travail"... Dans ces conditions, on peut penser qu'ici, plus qu'ailleurs, tout le monde ou presque a un avis sur son emploi, sur celui qu'il n'a pas, ou sur celui qu'il désirerait avoir.

Pourtant malgré la centralité du travail salarié dans notre Société, les institutions politiques semble craindre de mettre en débat, remettre en cause la question du travail et du chômage.

Les longues mobilisations que suscite la loi El-Khomri en témoignent. Individuellement, il devient difficile de savoir à qui s'adresser tant les institutions n'apparaissent que comme des gestionnaires de dispositifs (insertions, formations, accès à l'emploi...) qui ne se sentent plus légitimes à organiser des débats sur le travail. Nous avons déjà pu nous en apercevoir lorsque nous avons travaillé sur l'accès à l'emploi et l'insertion à Roubaix (table ronde avec Martin Hirsch en 2009).

A Roubaix, un colloque a été récemment organisé sur le "bonheur au travail" mais il n'a mobilisé que peu de gens, et surtout, il n'avait pas pour vocation de mettre en débat la question du travail.

Il a fait la promotion des nouvelles formes de management (le colloque était organisé par une entreprise de communication), de celles qui se disent moins attentives à la hiérarchie, promeuvent une organisation du temps de travail plus flexible, et fonctionnent essentiellement par projet. Or il n'est pas certain que les maux physiques et psychiques causés par le travail puissent être résolus par de nouvelles formes de management, ces dernières ayant même plutôt tendance à en être la cause (voir à ce sujet la conférence-débat de Vincent de Gaulejac).

C'est là le paradoxe : la question du travail est centrale mais il est difficile d'ouvrir le débat. Il y a souvent concertation sur les projets d'équipement et d'aménagement mais les questions sociales sont rarement mises en débat. On parle de bâti ou d'aménagement, pas de chômage.

A Roubaix, l'Union locale de la CGT tente de maintenir un syndicalisme territorial (pas seulement par branche professionnelle). Les "jeudis de la colère" du GADE (Groupe d'Action des Demandeurs d'Emplois) est une action collective régulière organisée par les demandeurs d'emplois (tous les jeudis, ils interpellent un décideur politique ou un décideur économique). Partant, entre autres, de ces dynamiques, nous proposons tous les premiers mardis du mois, de lancer collectivement une action de débat sur le travail à Roubaix en occupant 2h la Grand'Place.

Alors, au risque de nous voir rétorquer que la question est bien trop technique, qu'elle est un problème d'économistes, qu'elle ne peut être politisée par des citoyens lambdas... Nous proposons aux associations, aux collectifs et notamment à ceux qui travaillent sur ces questions depuis longtemps mais aussi aux partis politiques, aux syndicats et aux entreprises qui le souhaitent de nous rejoindre afin de refonder un mouvement social autour du travail.

Il a aussi été discuté d'un élément nouveau concernant l'emploi : ATD quart-monde est porteur d'une expérimentation "territoire zéro chômeur longue durée" : l'idée, est d'activer les dépenses passives du chômage et de créer un fonds pérenne qui va financer les emplois d'utilité sociale. Nous sommes ici dans une logique de création d'emplois et non d'insertion. La société civile y est directement mobilisée puisque c'est un comité local qui décide de la pertinence de créer telle ou telle activité. Tous les chômeurs de longue durée pourraient en bénéficier. 5 territoires ont déjà été définis mais d'autres doivent encore être choisis. Or, la MEL est candidate et Roubaix est candidate dans la MEL. Même si nous ne sommes pas tous d'accord sur les bienfaits supposés du dispositif d'ATD quart-monde, nous nous réjouissons que ce dernier permette d'ouvrir des débats autour de l'emploi et de la création d'activités. De la même manière que débattre d'une «monnaie locale» permettrait de discuter de l'offre de biens et services à Roubaix.



L'idée, c'est aussi de retrouver la mobilisation des Bourses du travail. Nous avons, il y a plusieurs mois, eu l'idée de rénover la bourse du travail Pierre de Roubaix et d'en faire un lieu culturel sur le travail qui soit repéré par tous les demandeurs d'emploi. On pourrait y associer les syndicats, le Secours populaire et Travail et Culture pour en faire un lieu de défense des droits, de solidarité et d'éducation populaire.

Mais débattre du travail ne permet pas toujours une parole libérée. Il y a souvent une forme d'auto-censure à évoquer ses difficultés dans l'emploi ou dans l'accès à l'emploi. C'est pourquoi nous souhaitons créer un lieu pour tous dans lequel les colères, les revendications, et les propositions puissent librement s'exprimer, sans gêne et sans tabou. Et puis d'apporter, autant que faire se peut, des réponses, des débuts de solution, des partages de bons plans. Sur la question du chômage, cela pourrait peut-être recréer de l'indignation là où beaucoup ont perdu tout espoir de changement. Pour autant, l'ambiance générale des rencontres à venir voudrait rester festive. Pour rendre le lieu visible et attractif, comédiens, musiciens, et autres artistes de rue engagés sont les bienvenus. Il ne s'agit pas de reproduire le climat morose de pôle emploi. Une radio pourrait assister à un ou plusieurs rassemblements. Ces rassemblements pourraient aussi être éventuellement filmés et diffusés. Enfin, un objet symbolique, sorte d'emblème du rassemblement, sera peut-être trouvé.

Concrètement, dans un premier temps, chacun pourrait s'exprimer librement sur ses doutes, raconter ses difficultés, échanger ses bonnes pratiques. Les rassemblements seraient l'occasion de faire circuler l'information, des annonces de création ou de licenciements pouvant par exemple y être annoncés. S'il y a redondance de, ou intérêt pour certaines thématiques, des groupes de travail pourraient également se former.

Par ailleurs, dès lors que nous choisissons de parler d'un rassemblement autour du travail, cela signifie que nous souhaitons élargir la question du travail à l'activité, et non la limiter à l'emploi. En ce sens, ces rassemblements seraient peut-être l'occasion d'évoquer des thématiques qui ont déjà été abordées au cours des ateliers citoyens ; d'emblée, il est donc des enjeux qui nous questionnent plus particulièrement : pourquoi et comment parler d'activité plutôt que de travail ? Comment redonner de la dignité aux gens qui n'ont pas d'emploi ? Comment pouvons-nous évoquer la question du revenu universel garanti ? Comment retrouver une dignité après avoir perdu son emploi ? Quel intérêt aurait chacun, à Roubaix, à utiliser une monnaie locale ? Comment croiser mobilisation, dignité et société ? Faut-il une fiche de salaire pour être digne ? Comment obtenir de la reconnaissance autrement que dans le travail ?

Obtenir des résultats, même à la marge, semble essentiel. "Occupy Wall street" ou le mouvement des Indignés, ce n'était pas qu'une agora, ça a eu un impact très clair sur le logement. Mais il semble plus facile sur le logement d'avoir des prises. Il est peut-être plus compliqué d'obtenir des résultats en matière de travail. Les acteurs d'Occupy Wall Street n'étaient pas là pour conquérir le pouvoir, ils occupaient l'espace public afin que des débats soient entamés et qu'une transformation pas à pas, mais effective, de notre société ait lieu.

Pour y parvenir, nous ne sommes pas tous d'accord sur le mode de revendication à adopter. Par exemple, il faut dans tous les cas réfléchir à un système qui permette que les chômeurs soient visibles et entendus. Le mouvement des indignés est bel et bien parti d'une indignation ! Mais nous ne sommes pas tous d'accord sur le fait de repartir des colères, en tout cas, pas que. Il faut sans doute apporter des exemples concrets, montrer que des changements sont possibles. En bref, il s'agit de faire se rencontrer des colères et des propositions car beaucoup de gens ne seront certainement prêts à venir que s'ils ont la certitude que cela servira à quelque chose.

Quelque uns d'entre-nous pensent qu'il ne faut rien promettre. D'autres croient au contraire que c'est la condition sine qua non à la mobilisation. Cette question n'est donc pas complètement tranchée mais les premiers rassemblements devraient nous éclairer. Quoi qu'il en soit, nous ne devons pas laisser penser que le travail est une thématique sur laquelle nous n'avons aucune emprise. Lutter contre les discriminations à l'embauche et interpellier les entreprises sur ce thème n'est pas utopique. Les associations qui se sont mobilisées ont déjà obtenu des petites victoires.

Se rassembler ne suffira pas. Il faut aller chercher les gens les plus éloignés des milieux militants et/ou associatifs. Ne pas rassembler beaucoup de monde tout de suite ne doit pas nous dissuader de poursuivre ce rassemblement mensuel. Une équipe, un socle de volontaires motivés, devra se constituer pour assurer ce rendez-vous périodique, mais régulier.



**CINÉ - DÉBAT**

**Jeudi 16 juin 19h30**  
au **dUPLEXE** - 47 Grand Rue - Roubaix

UN FILM DE FRANÇOIS RUFFIN

# MERCI PATRON!

L'ARNAQUE EN VERSION LUTTE DES CLASSES



**DÉBAT**

avec la participation de **Jean Gadrey**  
(économiste - objecteur de croissance)  
et d'un représentant du journal **Fakir**.

  
Université Populaire et Citoyenne à Roubaix

20 rue de Lille 59100 Roubaix  
Tél : 03.20.82.23.96  
upcroubaix@gmail.com  
www.upc-roubaix.org  
facebook : Université Populaire et Citoyenne



**MERCİ PATRON!**  
L'ARNAQUE EN VERSION LUTTE DES CLASSES

Jocelyne et Serge Klur travaillaient depuis des années dans une usine qui fabriquait des costumes Kenzo (Groupe LVMH), à Poix-du-Nord, près de Valenciennes. Car Bernard Arnault, qui, entretemps, a demandé la nationalité belge, a décidé de délocaliser la production en Pologne. Pour le couple, désormais au chômage, c'est la catastrophe. Lourdemment endetté, il risque de perdre sa maison. François Ruffin, fondateur du journal Fakir, se met en tête de le sauver. Entouré d'un inspecteur des impôts belge, d'une bonne soeur rouge, de la déléguée CGT, et d'ex-vendeurs à la Samaritaine, il ira défendre sa cause à l'assemblée générale de LVMH...

Le film sera suivi d'un débat avec la participation du journal Fakir et de **Jean Gadrey** (économiste - objecteur de croissance)

### Collectif «repenser le travail» à Roubaix

Le collectif «repenser le travail» s'est créé face à l'urgence d'ouvrir un large débat dans la ville sur l'évolution du travail sous toutes ses formes. Est-il utile de rappeler que dans notre ville, la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, que le chômage concerne plus d'un tiers des actifs et que le mal être au travail est de plus en plus répandu ? Tout le monde affirme le travail comme central mais il semble paradoxalement difficile d'ouvrir le débat avec les institutions enfermées dans la gestion des compétences et des dispositifs. C'est pourquoi après avoir organisé plusieurs conférences-débats et ateliers citoyens, le collectif «repenser le travail» porte le projet de tenir un rassemblement citoyen mensuel sur la Grand Place pour rendre visible la nécessité d'ouvrir un débat public sur le travail. Ce collectif travaille aussi pour la création d'une monnaie locale complémentaire, de coopératives d'activités et la promotion d'un revenu de base.

# Les cahiers de l'UPC déjà parus

**N°1. Le creuset français, histoire de l'immigration.**

avec Gérard Noiriel

**N°2. Les politiques d'insertion sont-elles justes ?**

avec Simon Wuhl

**N°3. Laïcité, Islam et République.**

avec Alain Gresh et Michel Tubiana

**N°4. L'Économie solidaire et l'insertion :**

**quels gisements d'emplois ?** avec Bernard Eme

**N°5. Les différents visages du racisme.**

avec Mouloud Aounit et Pierre Tévanian

**N°6. 20 ans de TUC, CES, Emplois jeunes,**

**quel bilan pour avancer ?** avec Bernard Gomel

**N°7. Mixité sociale ou assignation à résidence ?**

avec Sylvie Tissot et Saïd Bouamama

**N°8. En attendant l'emploi, changer le travail.**

avec Bernard Gazier

**N°9. Esclavage-colonisation, qu'avons-nous fait de notre**

**histoire ?** Avec Olivier Le Cour Grandmaison et Christiane Taubira

**N°10. Décroissance, terre et humanisme,**

**du Sahara aux Cévennes.** avec Pierre Rabhi

**N°11. Quelle autre Europe sociale ?**

avec Bernard Gazier (à Valenciennes)

**N°12. Du RMI à l'allocation universelle.**

avec Yannick Vanderborght

**N°13. Quelle autre Europe sociale ?**

avec Jean Claude Barbier (au pays des Sept Vallées)

**N°14. Quelle autre Europe sociale ?**

avec Jean Gadrey et Nicolas Postel (à Dunkerque)

**N°15. La science, le politique et le citoyen.**

avec Jacques Testart

**N°16. A quoi sert l'identité nationale ?**

avec Gérard Noiriel

**N°17. Quelle autre Europe sociale ?**

avec Dominique Méda

**N°18. Contre le chômage, a-t-on vraiment tout essayé ?**

Forum citoyen pour bouger la politique de l'emploi

**N°19. Faut-il en finir avec l'insertion ?**

**Quel nouveau service public ?**

avec Robert Castel, Jean Gadrey et Bernard Eme.

**N°20. Contre le chômage, a-t-on vraiment tout essayé ?**

2<sup>e</sup> Forum citoyen pour bouger la politique de l'emploi

**N°21. Pour sauver la planète, sortez du capitalisme.**

avec Hervé Kempf

**N°22. La fin de ce monde n'est pas la fin du monde.**

avec Patrick Viveret

**N°23. Quel accompagnement socio-professionnel ?**

avec Olivier Jeanson et Fabrice Moustiez

**N°24. Repenser les migrations.**

avec Agnès Arquez Roth et Nancy L. Green

**N°25. Une "identité nationale", quelle réalité en 2010 ?**

avec Denis Sieffert, Saïd Bouamama, Bruno Mattéi

**N°26. Vers une sécurité sociale professionnelle ?**

avec Francis Kramarz

**N°27. Laissez tomber votre caddie.**

avec Christian Jacquiau

**N°28. Quelle citoyenneté urbaine ?**

avec Jacques Donzelot

**N°29. Apprendre de la précarité ?**

avec Florence Aubenas

**N°30. De l'Alma à l'Union : vers un éco-quartier exemplaire ?**

avec Sylvain Coquerel et Lucien Kroll

**N°31. Inégaux devant la santé : une injustice inéluctable ?**

avec Pierre Aiach

**N°32. Racisme mode d'emploi**

avec Rokhaya Diallo

**N°33. Que peut-on partager avec les Roms à Roubaix ?**

avec Clair Michalon

**N°34. Dessine-moi une ville en transition**

**N°35. Économie solidaire et insertion**

avec Martin Hirsch

**N°36. Place à la santé !**

avec Didier Ménard

**N°37. Habiter autrement contre le mal-logement ?**

avec Stéphanie Lamarche-Palmier, Valérie Morel et Arlette Haedens

**N°38. De la naissance jusqu'au Pays de l'or gris.**

avec Françoise Nay, Françoise Gobled et Philippe Lefebvre

**N°39. L'Hospitalité, L'épreuve de l'autre.**

avec Anne Gotman, Haydée Saberan, Mathilde Wybo

**N°40. Comment mieux vivre la maladie ?**

avec Eric Delassus, Bernard Meurin, Philippe Maquet

**N°41. Refaire la cité, l'avenir des banlieues.**

avec Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie

**N°42. Ecologie et démocratie.**

avec Dominique Bourg

**N°43. Sortir du chômage, des petits boulots et choisir son activité.**

avec Olivier Jeanson et Baptiste Mylondo

**N°44. Technocritiques**

avec François Jarrige et Philippe Bihouix

**N°45. L'islamophobie, un racisme respectable ?**

avec Marwan Mohammed et Nacira Guénif

**N°46. Quelles capacités d'agir des quartiers populaires ?**

avec Mohamed Mechmache et Thomas Kirzbaum

**N°47. Comment s'organiser pour manger à la fois mieux,**

**tous et durablement ?** avec Bruno Parmentier

**N°48. Travail, les raisons de la colère ?**

avec Vincent de Gaulejac

**HORS SERIE : Changeons d'ère à l'Union !**

